

Un Bicentenaire thermidorien

1. « Dans les multiples conséquences de la grande Révolution, il y en a une qui est importante, c'est d'avoir convaincu beaucoup de gens que la révolution, c'est dangereux et que, si on peut en faire l'économie, ça n'est pas plus mal ^{1/}. » Ainsi se résume, pour le Premier ministre en exercice à l'occasion du Bicentenaire, la morale de l'histoire : ce qui est fait est fait ; il faut donc faire avec... Mais n'y revenons plus.

En réalité, les embarras des commémorateurs officiels en disent autant et plus sur le présent que sur le passé, sur un présent qui doute de son avenir et a déjà honte de son passé. D'où les paradoxes d'un Bicentenaire où l'ampleur de la médiatisation et du spectacle est à la mesure de la vacuité du contenu.

En un mot, pour aller droit au but, la commémoration officielle est thermidorienne et amnésique de part en part. Elle célèbre non la Révolution et ses promesses, mais son arrêt, son achèvement et sa liquidation ; en un mot, le rétablissement de l'ordre. L'événement révolutionnaire lui-même n'est plus, dans cette téléologie républicaine et bourgeoise, qu'un regrettable péché de jeunesse, dans le meilleur des cas, un cauchemar terroriste, dans le pire, et une coûteuse péripétie dans les deux.

Il fallait s'y attendre. Comment fêter la Révolution en des temps qui prétendent clore définitivement l'ère des révolutions ? Au prix d'un monumental malentendu et d'une phénomé-

nale supercherie, on fait mine de fêter une révolution victorieuse pour mieux se débarrasser de la révolution défaite, qui pourrait encore réclamer justice. On feint de rendre hommage à la Révolution pour n'autocélébrer que la République dressée sur ses ruines. On reste toujours en plein dans le Thermidor historique et idéologique qui n'a cessé de triompher, de profiter, de prospérer, d'épreuves en épreuves (juin 1848, mai 1871, août 1914...), depuis le Thermidor originel de 1794.

J'entends déjà les protestations : il ne faut pas exagérer ! Il faut raison garder ! Les continuités et les accomplissements l'emporteraient sur les discontinuités et les revirements ? Il y aurait eu des périodes de restauration monarchique et de réaction, mais point de retournement ? Une révolution assagiée, établie, installée peut-être, mais non reniée ? D'ailleurs, l'histoire est irréversible. Fidèle aux principes de la thermodynamique, elle suit son cours, toujours dans le même sens, vers la mer. Elle ne remonte pas la pente. Elle ne revient jamais à la case départ. Par conséquent, ce qui suit prolonge nécessairement ce qui précède. Ça coule de source, non ? Mais une contre-révolution n'est pas nécessairement une révolution à l'envers, une révolution inversée, un strict rebroussement. Il suffit qu'elle soit la négation de ses principes et la destruction de ses espérances.

De Maistre faisait preuve d'une lucidité certaine, lorsqu'il prophétisait cette manière soft de défaire et de contredire, de détourner et de récupérer : « Le roi touchera les plaies de l'État [...]. Le rétablissement de la monarchie, qu'on appelle contre-révolution, ne sera point une révolution contraire, mais le contraire d'une révolution ^{2/}. »

2. La volonté affirmée vise à faire de la Révolution un simple dossier d'archives : « La Révo-

lution est devenue une histoire puisqu'elle est finie ^{3/}. » CQFD.

Cette entrée solennelle dans le patrimoine historique national équivaut à une exclusion des enjeux politiques passés et présents. On pourrait désormais célébrer sur les cendres et les ruines de ces passions mortes une réconciliation tricolore générale, à coups de fiches, de manuels et de dictionnaires. Comment ne pas s'étonner, pourtant, de cet acharnement suspect à classer l'affaire en refusant l'autopsie de la défunte ?

En tant qu'événement fondateur, en effet, la Révolution est terminée, depuis longtemps, depuis l'hiver et le printemps de l'an II. Jadis, ce n'était un mystère pour personne. Buonarroti, Michelet, Louis Blanc, Jaurès s'accordaient au moins sur ce point. En tant que programme inachevé, c'est précisément une autre histoire. Quinet et Ferry, à leur manière, avaient bien compris qu'il fallait, pour fonder une république bourgeoise respectable et acceptable, bannir à jamais le spectre tenace de la révolution interrompue, défaite plutôt qu'achevée.

Car on n'est jamais quitte avec le passé.

Cette fin proclamée ne va pas de soi. Elle est un but et un projet, une stratégie, non un constat. « Il est temps que le mouvement révolutionnaire cesse », disait déjà le Girondin Bailleul. « La révolution est achevée et l'instrument révolutionnaire doit être brisé », renchérisait le montagnard Jean Bon-Saint-André. « Hâtons-nous de terminer la Révolution. Ceux qui font les révolutions trop longues ne sont pas ceux qui en jouissent », avouait Danton lui-même.

Une commémoration n'est jamais neutre. Elle a partie liée avec un discours du pouvoir. Celle du Bicentenaire, à travers le sacre médiatique de Furet, prétend conclure l'entreprise

^{1/} Michel Rocard, *Le Monde*, 2 novembre 1988.

^{2/} Joseph-Marie de Maistre, *Considérations sur la France*, éditions Complexe, 1988.

^{3/} François Furet, *La Gauche et la Révolution française au milieu du XIX^e siècle*, Hachette, 1986.

faussetement scientifique et authentiquement idéologique amorcée par Quinet et Ferry.

Autrement dit, la dépolitisation de surface masque une opération de basse politique, visant à plonger une France enfin unie et réconciliée dans le grand bain d'eau tiède d'un europatriotisme introuvable.

Le scepticisme régnant des bienséances journalistiques et parlementaires fait le reste. « Jamais on n'avait bazardé autant de certitudes en aussi peu de temps ^{4/} », jubile Jacques Julliard. Mais, s'il y eut un scepticisme juvénile, critique et corrosif, rebelle aux autorités établies, nous en sommes au scepticisme sénile, apologétique et résigné, incapable de concevoir que les choses puissent être autres que ce qu'elles sont. Conséquent, le sceptique devrait douter aussi de lui-même et respecter les convictions. Inconséquent, il devient dogmatique et doctrinaire, professe que seuls les crétins peuvent encore avoir des causes et des convictions, et nourrit en retour la remontée du religieux et des nouveaux intégrismes. La défaite de la pensée tourne à la débâcle.

3. Le résultat, c'est la faiblesse du débat sur la Révolution, le degré zéro de la controverse. On ne discute plus. On soliloque.

Finie l'époque où la Révolution était une pomme de discorde capable de briser un quart

^{4/} François Furet, Jacques Julliard, Pierre Rosanvallon, *La République du centre*, Calmann-Lévy, 1988.

^{5/} Manfred Kossok, Albert Soboul, Gerhardt Brendler, Jürgen Kubler, Max Zeuske, Wolfgang Küttler, *Las Revoluciones burguesas*, Editorial Critica, Barcelone, 1983.

^{6/} Michelet, *Histoire de la Révolution française*, Laffont, 1979, t. II, p. 474.

^{7/} Voir notamment le livre de Florence Gauthier, *La Voie paysanne dans la Révolution française*, Maspero, 1977 ; les articles de Florence Gauthier et de Guy-Robert Ikni dans *La Guerre du blé au XVIII^e siècle*, Éditions de la Passion, 1988 ; et leurs contributions à *L'État de la France pendant la Révolution*, La Découverte, 1988.

de siècle d'amitié entre Michelet et Quinet. Finies les grandes polémiques entre Ferry et Jaurès, Aulard et Mathiez. Révolu le temps où ce dernier écrivait à Desnos pour le féliciter d'avoir publiquement giflé les insulteurs de Robespierre. Oubliées les fécondes empoignades entre Soboul et Guérin.

Nous n'avons plus droit qu'à un match truqué entre Furet et Vovelle ; le premier, gagnant d'avance, avec le renfort de l'artillerie lourde institutionnelle « médiatique ; le second, d'avance confiné dans le rôle de faire-valoir de *sparring-partner* complaisant et bonasse, de caution du pluralisme idéologique.

Furet cogne comme un sourd. Vovelle s'échappe dans les cordes sans répondre. Furet fait de la politique, amalgame la Terreur et le Goulag, dissout la Révolution dans la République du centre. Vovelle monologue sur les mentalités. Quels que soient l'apport et l'intérêt de sa recherche, il refuse le combat au nom de la sérénité académique. Il est vrai que, pour faire front sur le terrain politique, il devrait aussi prendre à bras-le-corps l'encombrant héritage d'un stalinisme à l'agonie mais bougeant encore.

Écartée de l'avant-scène, la recherche critique sur la Révolution se replie dans les coulisses. Elle devient thématique, sur la question agraire, sur les femmes, sur les colonies, sans oser, à de rares exceptions près, se risquer dans les grandes interprétations systématiques.

Elle se réfugie souvent hors des frontières, idéologiquement toujours aussi protectionnistes, de l'Hexagone. Quand s'éteindront les flambeaux du Bicentenaire, on saura peu – si ce n'est rien – de l'historiographie soviétique sur la Révolution française et de ses apports (notamment, sur la question agraire, le livre de référence de A. Ado, *Le Mouvement paysan sous la Révolution française*, n'étant toujours pas disponible en

français), des travaux anglo-saxons sur les mouvements populaires (notamment ceux de E.P. Thompson, dont le livre monumental sur *La Formation de la classe ouvrière anglaise* vient à peine d'être publié en français), sur les discussions du groupe de Leipzig, animé par Walter Markov et Manfred Kossok, qui se consacre depuis 1969 à l'étude des révolutions dites bourgeoises. On y découvrirait pourtant que, même en Allemagne de l'Est, la recherche historique comparative est déjà loin de l'orthodoxie stalinienne, des schémas de la révolution par étapes et d'une conception déterministe linéaire du devenir historique ^{5/}.

On retrouve donc le fil d'une interrogation sur la Révolution qui avait hanté le XIX^e siècle. Percevant chez les Enragés des « fanatiques d'une portée inconnue » et pressentant derrière eux le « germe obscur d'une révolution inconnue », Michelet écrivait alors : « Les républicains classiques avaient derrière eux un spectre qui marchait vite et les eût gagnés de vitesse : le républicanisme romantique aux cent têtes, aux mille écoles, que nous appelons aujourd'hui socialisme ^{6/}. »

À l'époque du stalinisme triomphant, ce flirt avec la théorie de la révolution permanente lui aurait valu l'isolateur. Aujourd'hui, d'autres chercheurs contestent l'idée de la Révolution française comme révolution simplement bourgeoise, venant à son heure remplir une nécessaire besogne, non seulement, comme le fit Guérin, à la lumière de la dynamique préprolétarienne du mouvement populaire urbain, mais aussi à travers l'étude des mouvements agraires ^{7/}.

Il y aurait là matière à rénover la discussion comparative sur les révolutions dites bourgeoises. Loin de profiter à la science, la dépolitisation délibérée du Bicentenaire nuit au contraire à la recherche. « Avec ses enjeux révo-

lutionnaires, la politique française a perdu sa dimension théâtrale ^{8/} », se réjouit Furet. Le péril des Niveleurs et des Égaux lui semble enfin conjuré. Voici venu le temps des niveleurs d'idées, qui les préfèrent courtes, en brosse et en rang par deux.

4. Les questions ouvertes cependant ne manquent pas.

● Idéologiquement, les cérémonies du Bicentenaire se réduisent à des variations sur le thème inépuisable des droits de l'homme. Il y a bien, en effet, une dynamique du droit naturel à l'œuvre dans la Révolution française. Une bourgeoisie ascendante et confiante, se pensant encore universelle, pouvait croire à l'universalité des droits de l'homme. Dès 1789, cette prétention était contredite par sa cristallisation en nouvelle classe dominante et minée par la sédimentation de ses intérêts particuliers.

On en trouve la marque dans la question de la propriété, dans celle de l'esclavage et des colonies, dans l'exclusion des femmes, dans la formation du territoire et la gestation du nationalisme. Considérés dans leur radicalité sociale, et non seulement politique, les droits de l'homme et du citoyen restent toujours inaccomplis.

^{8/} François Furet et alii, *La République du centre*, Calmann-Lévy, 1988.

^{9/} Charles Péguy, *Notre jeunesse*, Gallimard, 1969.

^{10/} On trouve cependant des éléments à ce sujet chez Buonarroti, *Conspiration pour l'égalité*, dite de Babeuf, Éditions sociales, 1969, deux tomes ; dans le livre d'Alessandro Galante Garrone, *Philippe Buonarroti et les révolutionnaires du XIX^e siècle*, éditions Gérard Lebovici, 1975 ; et chez Daniel Guérin, *La Lutte des classes sous la première République*, deux tomes, Gallimard, 1968, et *La Révolution française et nous*, Maspero, 1976.

^{11/} *Ibid.*

^{12/} Voir Jacques Cellard, *Ah ça ira, ça ira...*, Balland, 1989.

^{13/} Gustav Landauer, *La Révolution*, éditions Gérard Lebovici, 1974.

● La Révolution condense le passage d'une société d'«ordres» et d'«états» à une société de classes moderne. Deux formes d'organisation sociale s'y rencontrent et s'y chevauchent ainsi que leurs représentations. La période qui naît est perçue à travers les images et les visions de celle qui s'achève, même dans les mouvements populaires radicaux et chez les Égaux. Si les nouvelles différenciations de classes sont déjà à l'œuvre, elles ne deviendront pleinement conscientes qu'entre 1830 et 1848, chez Laponneraye et Blanqui, d'une part, chez les bourgeois libéraux, de l'autre. Quel est l'effet de cette période transitoire sur la conception du droit, de l'économie, de l'organisation du pouvoir politique ? C'est de ce point de vue aussi qu'il convient d'interroger la Terreur et l'impensé de la représentation politique.

● Pendant presque tout le XIX^e siècle, l'héritage et l'enjeu de la Révolution se concentrent sur le rétablissement et l'instauration de la République. Au point que la seconde éclipse la première. Mais, à peine fondée, il s'avère qu'il ne s'agit pas d'un aboutissement, mais d'une substitution. «La date discriminante, écrit Péguy, est située aux environs de 1881 ^{9/}.» Ensuite, la République «commence à se discontinuer». De républicaine, elle est devenue «césarienne» et l'est restée. D'unions sacrées en mobilisations générales, la mystique républicaine refoule désormais la visée révolutionnaire.

● Il serait utile de s'interroger sur l'ampleur et la portée de Thermidor dans l'«idéologie française», sur l'éviction durable de la dialectique au profit du positivisme qui en est résulté, sur l'exportation préventive de la maxime d'«ordre et progrès», tenant lieu de programme à des bourgeoisies fragiles et dépendantes, au Brésil comme au Mexique. L'idéologie dominante du discours politique, de

l'Université, des fondations comme le Club Saint-Simon, s'alimente encore à cette source.

● Enfin, une révolution n'est pas un fait brut, mais fondamentalement l'ouverture d'un champ de possibles, une question de stratégie par excellence. Or, si les rapports de classes sous la Révolution ont été souvent analysés et débattus, c'est beaucoup moins le cas des grands problèmes stratégiques qui y sont ébauchés : celui de la dualité de pouvoir sous la Convention, celui des alliances politiques et sociales en 1792, à la veille de Thermidor ou pendant la conspiration babouviste, celui de l'insurrection en tant que problème politico-militaire, celui du rapport entre la Terreur et l'idée d'un gouvernement révolutionnaire provisoire, celui enfin des mesures transitoires de réorganisation économique ^{10/}.

5. Au-delà, l'idée même de Révolution constitue un problème indissociablement politique, historique et philosophique. À peine s'est-il aventuré à «penser la Révolution» que Furet en a conclu qu'elle était impensable et, par conséquent, illusoire.

Les contemporains avaient buté sur la même énigme. «Je n'y comprends rien, c'est le grand mot du jour ^{11/} », notait de Maistre. La notion même de révolution se distinguait mal, dans un vocabulaire en pleine évolution, de la rébellion, de la sédition ou de l'insurrection ^{12/}.

Comment conceptualiser le passage, l'instabilité, la fugacité de l'événement ? Tout est là. «La sociologie n'est pas une science, écrivait Landauer, et, même si elle en était une, la révolution n'en serait pas moins fermée à tout traitement scientifique ^{13/}. » C'est que la sociologie, conformément aux recommandations de ses pères fondateurs, entend traiter les faits sociaux comme des choses. Or, la révolution ne se laisse pas traiter comme une chose. Projets, programmes, vo-

lontés et conflits sont sa matière vivante. On ne peut en détacher les faits comme une matière première inerte. Intrinsèquement dialectique, elle ne permet pas de dissocier totalement l'objectif du subjectif.

Elle échappe donc par nature aux sciences positives et à leur division universitaire du travail. Seule, ce que Marx appelait « la science allemande », inséparablement positive et critique, mouvement toujours insatisfait de la connaissance vers la totalité, pourrait s'y mesurer. Seule, elle permettrait de penser à la fois les ruptures et les continuités, ainsi que l'articulation intime de fractures qui ne coïncident pas chronologiquement, dans l'ordre des institutions politiques, des rapports sociaux, de l'économie et du juridique. D'où l'interminable malentendu à propos de la caractérisation des révolutions. Bourgeoise, la Révolution française l'est sans aucun doute, dans une partie de ses forces motrices et dans son résultat. Mais le résultat, en révolution, n'a pas valeur de destin. Il n'est jamais que du « pratico-inerte », un possible advenu, chosifié et sédimenté, une fois exclues (ou vaincues) les autres virtualités ouvertes dans les grandes bifurcations de l'histoire. Les historiens positivistes regardent l'histoire sous l'angle de la raison mécanique, comme un entassement de faits accomplis. L'historien révolutionnaire, qui est du même coup un politique et un philosophe, la considère sous l'angle des potentialités stratégiques inscrites dans l'épaisseur de l'événement.

La révolution, écrivait encore Landauer, ne veut rien être d'autre et même ne peut rien être d'autre qu'une manière de nous mettre en route. En quoi il faisait écho à l'éblouissement initial de Condorcet : « Un heureux événement [qui] a tout à coup ouvert une carrière immense aux espérances du genre humain. »

Heureux événement ! Bonne nouvelle ! Point

de grande révolution sans sa part messianique. Non au sens d'une fin inscrite ou d'une arrivée promise, au terme d'un itinéraire historique fléché, mais au sens d'une porte entrouverte sur le possible, qui sollicite l'engagement et la responsabilité de chacun.

6. À contre-courant du non-débat commémoratif, nous avons voulu rassembler dans ce livre des contributions d'auteurs, d'universitaires et/ou de militants, spécialistes confirmés ou jeunes chercheurs, qui, par-delà leurs différences ou leurs divergences d'approche, ont en commun une application vivante des méthodes marxistes. Historiens, philosophes, linguistes, ils ne parlent pas seulement de la Révolution, ils ne la visitent pas comme un monument qui tiendrait lieu de mémoire ; ils pensent dans la révolution au présent, pour en réactiver les enjeux. Pensée pluraliste, cela va de soi, sur une ligne de front qui, face à l'historiographie dominante de l'heure, est pour l'essentiel commune.

Ainsi, pour ouvrir le dossier, François Dosse, auteur de *L'Histoire en miettes*, situe le Bicentenaire dans le contexte des mouvements d'idées et des confrontations dont il est devenu, pour une large part, le prétexte.

Nous avons ensuite groupé une série de textes qui abordent la Révolution dans son inachèvement, à partir du fil conducteur du droit naturel, qu'il s'agisse du droit à l'existence (Florence Gauthier), de l'« économie morale » (Guy-Robert Ikni), de la citoyenneté et de la nationalité – débat d'une évidente actualité – (Olivier Le Cour Grand-Maison), de l'exclusion des femmes (Michèle Riot-Sarcey), ou encore des paradoxes et contradictions du droit naturel chez des auteurs (et acteurs) aussi différents que Marat et Linguet (Jean-François Gay et Florent Gabriel).

Deux contributions sur la révolution liégeoise (Éric Toussaint) et la Martinique en révolution (Gilbert Pago) éclairent partiellement la dimension internationale de la Révolution dite française. Nous aurions souhaité publier également des textes sur la révolution de Genève, la révolution en Corse, à la Guadeloupe et à la Réunion.

Les trois textes suivants traitent du jacobinisme et du caractère de la Révolution, celui de Georges Labica à partir de la philosophie politique de Maximilien Robespierre, ceux de Denis Berger et de Keith Mann dans la direction tracée par Daniel Guérin, auquel ils rendent explicitement hommage.

Trois études sont consacrées aux problèmes du langage, des arts et des lettres sous la Révolution. Celle de Philippe Geneste sur la codification de la langue parallèlement à la constitution de l'État-nation moderne ; celle d'Annie Geffroy sur le rapport du vocabulaire à la pensée à partir de la notion de peuple chez Robespierre ; et celle de Michel Lequenne sur le grand tournant (souvent nié) des arts et des lettres alors engagé.

Enfin, nous concluons ce volume par trois contributions d'Étienne Balibar, Michael Löwy et Patrick Tort, sur le rapport de Marx à la Révolution française et au jacobinisme, et sur celui entre « lutte idéologique et conscience de révolution ».

Sans prétendre être exhaustifs, nous avons également sollicité divers auteurs sur des sujets tels que l'éducation, la police, la formation du territoire, l'armée révolutionnaire, les Juifs et la citoyenneté, le journalisme, la question religieuse ou encore le courant hébertiste. Tous nous avaient donné leur accord mais n'ont pu, pour des raisons de disponibilité, s'engager dans les délais fixés par les contraintes éditoriales.

La remémoration critique de la Révolution ne s'arrête pas pour nous avec la commémoration officielle de 1789. Quand les lampions seront éteints, nous aurons encore rendez-vous avec 1793, qui reste le vif du sujet!

Nous souhaitons donc que ce livre ne soit qu'une première rencontre et – pourquoi pas? – le point de départ de nouvelles initiatives et confrontations, ne fût-ce que pour infliger un démenti à tous ceux qui ont cru pouvoir faire

de ce Bicentenaire une oraison funèbre et un point final.

Permanences de la Révolution, pour un autre Bicentenaire, éditions La Brèche, 1989